

Brochure n° 3330

Convention collective nationale

IDCC : 2526. – **ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES
DE L'HABITAT SOCIAL**

■ *Journal officiel* du 10 février 2009

**Arrêté du 2 février 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des organisations profession-
nelles de l'habitat social (n° 2526)**

NOR : MTST0902745A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2006 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 10 décembre 2007, portant extension de la convention collective
nationale des organisations professionnelles de l'habitat social du 20 sep-
tembre 2005 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 4 du 23 octobre 2008, sur l'évolution du salaire mensuel
de base, à la convention collective susvisée ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 décembre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des organisations professionnelles de l'habitat social du 20 septembre 2005,

les dispositions de l'avenant n° 4 du 23 octobre 2008, sur l'évolution du salaire mensuel de base, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application, d'une part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/50, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.